L'Abeille de la Nouvelle-Orléans

Bureaux, No 72 rue Carondelet.

NOUVELLE-ORLÉANS

DIMANCHE, 16 DÉCEMBRE 1877

Réunion au consulat français

M. le Vicomte Paul d'Abzac, consul de France, qui s'occupe toujours avec un zèle intelligent et complaisant en dvsl de toutes les questions qui intéressent nos nationaux et qui entretient des rapports [illegible] avec les autorités locales, [illegible] membres du bureau de la chambre syndicale consultative du commerce français, le président de la Chambre et [illegible] Orléans.

Le [illegible] s'est réunies, hier [illegible] dont le caractère était tout intime et n'avait rien d'officiel [illegible] échange de vues [illegible] tion de l'établissement d'une ligne de [illegible] entre la France et la Nouvelle-Orléans par la compagnie générale transatlantique. Il a exposé les démarches faites par lui auprès du gouvernement français pour appuyer le projet [illegible] Chambre de commerce française [illegible] ville et il a saisi l'occasion pour [illegible] auditeurs la solidité [illegible] donnée à la question de l'agent [illegible] Compagnie à la Nouvelle-Orléans.

Le ministre des affaires étrangères [illegible] si de la question, a transmis les observations de la Chambre et délégué du [illegible] au ministère des Postes et Télégraphes, M. Cochery, et il fait savoir que ce dernier, après avoir conféré avec le président de la compagnie, a la satisfaction d'annoncer que celle-ci est revenue sur sa détermination et a rétabli dans ses fonctions d'agent M. L. Grand. Ce résultat était déjà connu ici depuis quelques semaines, mais les résidents français réunis au consulat, ont été heureux d'apprendre la part efficace prise par M. le vicomte d'Abzac et par les ministres à la solution de cette affaire.

L'un d'eux, au nom de tous les assistants, a remercié le consul de la sollicitude avec laquelle il se faisait auprès de son gouvernement l'interprète de leurs vœux et de leurs désirs. On a discuté ensuite les chances du projet d'établissement de la ligne du Havre, et lecture a été donnée par M. F. Limet d'un mémoire additionnel que le bureau de la Chambre de commerce a adressé lui à la compagnie générale transatlantique à l'appui du projet. Le consul a promis de continuer à soutenir auprès du gouvernement les efforts de la Chambre pour amener à bref délai la réalisation de cette importante entreprise.

Après cet échange cordial de vues, le consul de France a remercié les assistants d'avoir bien voulu répondre à son invitation et ceux-ci se sont retirés enchantés de cette entrevue et satisfaits de savoir que le gouvernement de la république française tient compte des communications de ses nationaux, lorsqu'elles lui paraissent mériter d'être prises en considération.

C'est là une innovation digne d'être signalée et un encouragement pour les français résidant à l'étranger qui peuvent désormais compter qu'ils seront écoutés et appuyés au besoin. M. D'Abzac a pris, en ce qui le concerne, une initiative qui fait honneur à son désir de servir à la fois son gouvernement et ses nationaux.

Le sénateur Bayard.—D'après l'opinion générale, le sénateur Bayard, de la Delaware, est l'homme qui jouit le plus justement de la plus haute considération dans les rangs du parti démocrate. Il a eu dernièrement avec un correspondant du "Times" de Philadelphie un entretien dans lequel nous remarquons les déclarations suivantes :

"Le papier avec lequel on peut obtenir de l'or et de l'argent à présentation est égal à l'or et à l'argent ; mais du moment où cet échange ne peut se faire, le papier a un caractère frauduleux et mensonger. Le parti démocrate a fait preuve d'une inconséquence singulière en consentant un pareil papier.

"Il n'y a plus aucun doute maintenant, si jamais le doute a existé, sur la fausse économie de l'esclavage des noirs. Je n'ai jamais vu dans le Sud une seule personne qui ne fut satisfaite de voir l'esclavage aboli.

"La liberté des élections devrait être jalousement conservée par le peuple, et toute mesure qui tend à placer la surveillance des élections sous un autre contrôle que celui du peuple [illegible] doit être regardée comme [illegible]."

La situation à Constantinople.—Les correspondances [illegible] et de Paris à la date du [illegible] causé la non-exécution des réformes promises en Asie-Mineure. Au fond, le [illegible] de Londres a surtout voulu [illegible] [illegible] en Bulgarie, [illegible] des Russes. Nous trouvons à ce propos dans une correspondance de Constantinople les curieux détails qui suivent :

"En novembre à Constantinople Nahmed Midhat Pacha [illegible] faire son grand-vizir ; mais M. Layard, ainsi que M. Fournier, s'y sont opposés énergiquement ; ce qui a fait que l'on a supprimé le vizirat en nommant Aarifi Pacha premier ministre. Le cabinet transitoire a dû se [illegible] que le sultan voulait profiter de l'absence de l'ambassadeur anglais [illegible] pour [illegible] de son choix au vizirat.

"Midhat Pacha a été [illegible] ; ses refus à deux reprises, craignant une chute par trop humiliante, parce qu'il croyait que l'on était encore sous l'influence de la politique anglaise. Force fut alors au sultan Hamid de nommer à un cabinet transitoire. Celui-ci [illegible] quelques jours avant le retour de sir Layard.

"On se souvient de Said Pacha, notre favori de haut lieu ; mais un incident très grave s'opposait à [illegible] Said : on craignait [illegible] [illegible] [illegible]